



## BATIMENTS COMMUNAUX **ENTRETIEN DES TOITURES ET DES OUVRAGES Y AFFÉRANT**

### **CAHIERS DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 - Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

### **ENTRETIEN DES TOITURES ET DES OUVRAGES Y AFFÉRANT DES BATIMENTS COMMUNAUX DE LA VILLE DE LE FAOU**

Lieu(x) d'exécution : LE FAOU ET RUMENGOL

Le présent marché est passé en application de l'article 28 du code des marchés publics.

### **1.2 - Décomposition en tranches et lots**

Lot n°01 – Edifices classés / inscrits (travaux en lien avec l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) – Finistère (Architecte des Bâtiments de France – ABF)

Lot n°02 – Autres bâtiments communaux

### **1.3 - Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an (cf. CCTP article 3.1.2.) renouvelable annuellement tacitement 2 fois, sans pouvoir excéder une durée totale de 3 ans, soit les années 2020, 2021 et 2022.

## **ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics, de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009,
- Le bordereau des prix unitaires et l'état des prix forfaitaires,
- L'offre technique et financière du titulaire.

## **ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON**

### **3.1 - Délais de base**

Le délai d'exécution de la prestation relative à la maintenance préventive est stipulé à l'acte d'engagement.



## BATIMENTS COMMUNAUX

# ENTRETIEN DES TOITURES

### ET DES OUVRAGES Y AFFÉRANT

#### **3.2 Reconduction du marché**

Le marché peut être reconduit dans les conditions suivantes : le marché est reconductible 2 fois tacitement par période annuelle. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

#### **3.2 - Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.- F.C.S.

### **ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

#### **Adresse d'exécution**

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse suivante : Commune de LE FAOU, les bâtiments communaux.

#### **Décision de poursuivre**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant avec la production de justifications techniques détaillées de l'attributaire (entreprise) et, in fine, à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur (le Maire ou son représentant habilité).

### **ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le service technique communal au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

### **ARTICLE 6 : MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS**

#### **6.1 - Maintenance**

Sans objet.

#### **6.2 - Garantie**

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **ARTICLE 8 : AVANCE**

Il n'est pas prévu de versement d'avance.

## **ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHÉ**

### **9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans l'état des prix forfaitaires et par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement pour la maintenance préventive application de la décomposition des prix globale et forfaitaire DPGF.

### **9.2 – Modalités de variations des prix**

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Les prix sont fermes et actualisables au terme de la première année calendaire par application aux prix du marché donné par la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,125 + 0,875 \times I/I_o)$$

Dans lequel :

- P = prix révisé
- $P_o$  = prix initial
  - I représente la dernière valeur connue de l'index de référence à la date de révision.
  - $I_o$  représente la valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix du marché.

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie du Développement durable, des Transports et du Logement, est l'index BT50 Entretien-Rénovation tous corps d'état.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

## **ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **10.2 - Présentation des demandes de paiements**

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S. Les demandes de paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Les demandes de paiement, outre les mentions légales, comporteront les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAGFCS
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Commune de LE FAOU – Place aux Foires – 29590 LE FAOU

ou

remises sur Chorus Pro, portail dédié à la facturation électronique.

### **En cas de cotraitance :**

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.- F.C.S

**En cas de sous-traitance :**

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

**10.3 – Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

**ARTICLE 11 : PENALITES**

**11.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 50,00 € pendant 10 jours, puis 100,00 € au-delà.

**11.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance**

Concernant les pénalités pour indisponibilité, les stipulations de l'article 14.2 du C.C.A.G.- F.C.S. s'appliquent.

### **11.3 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1<sup>o</sup> du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif Tribunal administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



BATIMENTS COMMUNAUX  
**ENTRETIEN DES TOITURES**  
ET DES OUVRAGES Y AFFÉRANT

**ARTICLE 15 : CLAUSES COMPLÉMENTAIRES**

Sans objet.

Dressé à LE FAOU, le 30/12/2019  
Le Maire,  
Marc PASQUALINI

---

Lu et approuvé par l'attributaire le .....

Signature et cachet de l'entreprise